

INTERVIEW DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, ACCORDÉE AU JOURNAL " CORRIERE DELLA SERA ", SUR LA POLITIQUE INTÉRIEURE ET ÉTRANGÈRE DE LA FRANCE, PARIS, MERCREDI 18 NOVEMBRE 1981

18 NOVEMBER 1981 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

QUESTION.- Quelquefois en Italie, on a du mal à comprendre votre politique de nationalisations. On dit qu'elles coûtent cher, qu'elles sont inutiles, qu'elles aboutissent en fait à une étatisation de l'économie. Vous voulez nationaliser pour des raisons idéologiques, politiques, ou économiques ?

- LE PRESIDENT.- Les trois à la fois. L'idéologie, c'est notre conception de la société à-partir des faits suivants : il arrive un moment où la concentration du capital crée une situation de monopole, une accumulation du pouvoir de décision dans quelques mains, et la naissance de "lobbies" qui vivent directement sur la politique, se nourrissent littéralement d'elle, et en usent pour perpétuer le pouvoir de la classe dirigeante. Cette constatation n'est pas récente, elle date du 19ème siècle. Elle nous a conduit à penser que les trusts, les groupes monopolistes, dans les secteurs-clés de l'économie, devraient être mis au service de la nation.

- Les raisons politiques et économiques viennent s'ajouter aux idéologiques. Que constate-t-on aujourd'hui en France ? Que l'entreprise privée n'investit pas depuis plusieurs années, que notre économie a besoin d'être restructurée, planifiée & que la division internationale du travail doit être redéfinie & que la France a perdu du terrain dans les secteurs de l'industrie lourde, de l'industrie de pointe, et dans l'agro-alimentaire. Les nationalisations sont un moyen d'affronter, grâce-à la restructuration, ces différents problèmes. Ces nationalisations ne sont d'ailleurs une surprise pour personne. Elles figuraient de longue date dans notre programme.

- Je me suis en ce sens contenté de respecter des engagements connus de tous. Cela coûte cher ? Moins cher en tout cas que de laisser notre marché à la botte d'un petit nombre d'intérêts privés. Cela coûte le juste -prix, puisque nous avons choisi la voie d'une honnête indemnisation. Le risque d'étatisation ? Le gigantisme de certains de ces monopoles privés constituait déjà une énorme bureaucratie. Le gigantisme privé ou public est facteur de sur-administration. C'est pourquoi notre programme de décentralisation est complémentaire du programme de nationalisations. J'ajoute que les nouvelles sociétés nationales devront échapper aux diktats des ministères de tutelle !\

QUESTION.- L'"union de la gauche" n'a jamais été pour vous, je crois, un stratagème électoral, mais une ligne politique, valable aussi bien lorsqu'on n'y est pas et une ligne de réformes profondes, dans un sens socialiste, des structures économiques et sociales de la société. Cette ligne est-elle valable selon vous dans tous les pays où existe une opposition pluraliste de gauche qui veut conquérir le pouvoir pour changer de société ?

- LE PRESIDENT.- Je me méfie des comparaisons. Cependant, d'une manière générale, je souhaite que les forces populaires, les forces du travail se rassemblent et soient unies. Ce principe une fois défini, il est bien évident que je laisse à chacun le droit de voir ce qui est réalisable ou pas dans son propre pays en-fonction des -rapports de force entre les différents partis de gauche, des relations entretenues avec les forces syndicales, du contexte international. Mais je le répète : je considère qu'il faut chercher tous les moyens d'unifier les forces populaires pour les faire accéder au pouvoir.\

QUESTION.- Le parti social démocrate suédois va se présenter aux élections de 1982 avec un programme qui parle ouvertement d'"austérité". Les partis socialiste et communiste italiens ont tenu sensiblement le même langage pendant la période d'"union nationale". Est-ce que le concept d'"austérité" ne devra pas un jour ou l'autre faire partie du vocabulaire du chef socialiste de l'Etat français ?

- LE PRESIDENT.- Je n'aime pas ce mot. Je me demande même ce qu'il veut dire, ou ce qu'il a voulu dire jusqu'ici. En France, l'austérité a servi uniquement à faire payer aux couches populaires le redressement de l'économie ou une certaine conception de l'orthodoxie financière. En d'autres termes, on a toujours demandé aux mêmes de faire des sacrifices, tandis qu'une poignée de privilégiés vivaient dans le luxe et l'abondance...

- QUESTION.- Permettez-moi de vous interrompre, les récentes mesures prises par votre gouvernement, en-matière de rééquilibrage de la Sécurité sociale, ne font pas payer que les riches...

- LE PRESIDENT.- Il s'agit de tout autre chose. Là où je m'insurge, c'est lorsque j'entends parler d'austérité sans mesures de justice, sans nouvelle répartition du revenu national, sans nouvelle distribution du pouvoir de décision. Quand on parle d'austérité, il faut aussi s'attaquer aux structures de l'injustice.

- Je constate et le gouvernement constate avec moi, qu'il est difficile de faire une véritable politique socialiste avec des structures économiques et sociales mises en place par la droite. Vous avez évoqué la Sécurité sociale. Certes, nous avons dû augmenter de 1 % la cotisation des travailleurs eux-mêmes, c'est-à-dire compenser un trou de 14 milliards provoqué par le gouvernement d'avant mai. Mais nous avons aussi entrepris une réforme de cette institution : avant octobre 1982 la refonte du système de Sécurité sociale français sera prête. Et j'ai l'habitude de respecter mes engagements.\

QUESTION.- Vous avez lancé au sommet de Luxembourg la notion d'"espace social européen". De grands projets tels que la réduction de l'horaire de travail, l'aide aux poches de sous-développement à l'intérieur de la CEE, la création d'emplois pour les jeunes, peuvent-ils être réalisés par les gouvernements tout seuls, ou bien n'impliquent-ils pas, au préalable, un "programme commun de la gauche européenne" capable de stimuler ces gouvernements ?

- LE PRESIDENT.- Un programme commun de la gauche européenne, oui, ce serait très bien ! C'est une vaste ambition un peu, un peu irréaliste à l'heure actuelle. Je crois surtout pour ma part à la puissance des faits. Il est certain par exemple que l'ensemble des pays d'Europe va devoir examiner ce problème de la durée du travail hebdomadaire. Beaucoup de théorie devront s'effacer face à cette réalité. Naturellement certaines affinités joueront : je ne vous ferai pas une révélation si je vous dis que sur le concept d'"espace européen", je trouve plus d'ouverture dans des pays tels que le Danemark, la Grèce, l'Italie ou la Hollande, dans des pays où le poids des partis socialiste et communiste est important. Cela dit, on ne peut pas non plus prétendre faire l'Europe nouvelle avec des partis et pas avec des gouvernements !

- Je vais tâcher d'être plus clair. L'"espace social européen", c'est d'abord la lutte commune contre le chômage, les droits des travailleurs, la réduction de la durée du travail, la possibilité de lancer des emprunts et d'affecter ces emprunts à des industries déterminées. C'est aussi le développement des régions les plus pauvres de l'Europe. Alors, oui, pour ces objectifs-là, la pression des forces de gauche et des syndicats est importante. Elle est d'ailleurs forte. Le poids des représentants des travailleurs, s'ajoutant à la détermination des quelques gouvernements de gauche en Europe, cela constitue déjà un front important en faveur du changement. Si l'on y ajoute le poids des forces culturelles, on s'aperçoit que des moyens existent pour faire bouger la vieille Europe. Sans pour autant rêver à des choses actuellement irréalisables telles qu'un "programme commun de la gauche européenne"...\

QUESTION.- Vous avez déclaré que le plan FAHD est en mesure d'amorcer une solution pacifique au Proche-Orient parce qu'il a le consentement d'un nombre de partenaires plus important que les signataires de Camp David. Comment évaluez-vous la réaction de certains pays arabes face à la perspective d'envoi d'une force internationale dans le Sinai ?

- LE PRESIDENT.- Le plan FAHD est effectivement l'amorce d'une solution, un fil tendu vers la négociation. Il ne suppose nullement l'acceptation "ne varietur" des huit points qui le composent. Le problème du Sinai c'est quelque chose à la mesure des accords de Camp David. Mais Camp David est arrivé au terme de son action, on ne peut prétendre aller plus loin sur la même base même si, grâce à Camp David, la paix a pu réconcilier Israël et l'Égypte, ce qui n'est pas mince. Disons que l'avantage du plan FAHD est qu'il avance les prémisses d'une solution, qu'il ouvre les voies d'une négociation. C'est pourquoi je souhaite que ce plan soit considéré comme un élément important du dialogue.\

QUESTION.- Après le sommet de Cancun, après les récents succès de la politique française en Afrique, certains se demandent si la France va pouvoir continuer longtemps à mener seule sa politique, ou s'il ne faudra pas, un jour ou l'autre, qu'elle y associe les autres pays européens. Une stratégie européenne commune vis-à-vis des pays d'Afrique, du tiers monde, ne serait-elle pas souhaitable ? Je pense à un exemple précis : la concurrence actuelle entre la France et l'Italie - et pas seulement sur les problèmes de la fourniture de gaz algérien - ne finissent-elles pas par neutraliser l'action des deux pays ?

LE PRESIDENT. D'une façon générale on peut dire que la coopération européenne existe déjà et dans

- LE PRESIDENT.- D'une façon générale on peut dire que la coopération européenne existe déjà et dans de nombreux domaines. La CEE a une politique africaine, et elle a très souvent appuyé les efforts de la France. Votre question semble le mettre en doute ? La France a très souvent trouvé, je le répète, le relais de la Communauté dans ses efforts pour la paix et l'autonomie des peuples africains. Des centaines d'exemples le prouvent : projets communs de développement de construction de barrages, de voies ferrées, de centrales électriques, d'industries alimentaires, sont là pour témoigner de l'existence d'une politique européenne vis-à-vis de l'Afrique. Les accords de Lomé, perfectibles, restent cependant un modèle. En ce qui concerne le problème particulier du gaz de l'Algérie, que vous évoquez, la CEE n'est pas en question. Mais je ne vois pour ma part aucune objection à ce que la France et l'Italie procèdent à une information mutuelle. Je tiens malgré tout à rappeler la nature particulière des liens qui existent entre la France et l'Algérie.\

QUESTION.- Votre position sur les missiles, qui est apparue tranchante à de nombreux observateurs, s'est cependant accompagnée de tout autres prises de position sur le Salvador et sur le tiers monde. Elle ne semble pas exclure en tout cas un rôle spécifique de la France pour des négociations capables d'amorcer un processus de désarmement nucléaire sur le théâtre européen. Les pays européens pourraient-ils devenir des partenaires de la grande négociation Est - Ouest sur le désarmement ?

- LE PRESIDENT.- On ne peut pas faire de comparaison sérieuse dans la situation des divers pays d'Europe occidentale sur-le-plan de la défense. Il y a des pays d'Europe qui sont dans l'OTAN, d'autres pas dans l'Alliance atlantique et pas. Il y a ceux qui ont une force nucléaire et d'autres pas, ceux enfin qui ont le droit d'en avoir une et ceux qui ne l'ont pas.. J'oubliais : il y a les pays neutres et les pays engagés !

- Ma position en-cette-matière est très simple : il faut veiller à l'équilibre entre les forces de l'Est et de l'Ouest. A-partir du moment où j'ai acquis la conviction que les soviétiques se trouvaient, ou allaient se trouver, dans une situation avantageuse sur-ce-plan, je n'ai pas, comme quelques journaux ont cru devoir l'écrire, approuvé le contenu du plan américain, mais approuvé le fait que les Américains marquent leur détermination à compenser un retard réel sur-le-plan conventionnel et nucléaire tactique, virtuel sur-le-plan stratégique. C'est tout. La situation aujourd'hui est beaucoup plus claire qu'il y a quelques mois. Les cartes sont sur la table, l'opinion publique est en -état de juger, et les deux "grands" savent chacun ce que l'autre porte dans sa besace. Ce sont de bonnes conditions pour l'ouverture d'une négociation ayant des chances d'aboutir. Car l'heure de la négociation est venue. Les pays d'Europe, disiez-vous, pourraient être des partenaires ? Ils le sont. Mais soyons réalistes : il n'y a pas une Europe de l'armement, je ne vois pas les différents pays d'Europe, et notamment la France, mettre leurs armes sur la table de la négociation.\

QUESTION.- Je ne pensais pas tant à leurs armes qu'aux différents mouvements pacifistes qui se sont manifestés un peu partout en Europe et qui peuvent influencer sur le contenu de la négociation, en poussant par exemple, à ce que le niveau d'équilibre des armements soit fixé au plus bas...

- LE PRESIDENT.- Les mouvements pacifistes, je les comprends très bien, surtout en Allemagne fédérale, ce pays qui n'a pas le droit de posséder des armes nucléaires et dont le territoire cependant est couvert d'armes dont l'utilisation dépend de la décision des autres. Les mouvements pacifistes dans chaque pays ont leurs motivations et leur importance. Mais il s'y mêle beaucoup de confusion. Les manifestations pour la paix peuvent servir, oui, à orienter la négociation sur le désarmement. A une condition toutefois : qui si l'on crie "A bas les Pershing", on dise aussi "A bas les SS 20".\

QUESTION.- La France et l'Italie. La guerre du vin semble surmontée, de nouvelles possibilités se dessinent, même pour une politique agricole plus équilibrée. D'ailleurs vous-même, avant votre accession à la Présidence de la République, avez fait preuve d'un intérêt particulier pour les peuples et les gouvernements de l'Europe du Sud. La France va-t-elle s'ouvrir davantage sur la Méditerranée ? Les perspectives d'une entente franco - italienne sont-elles meilleures aujourd'hui qu'hier ?

- LE PRESIDENT.- Je souhaite avoir avec l'Italie des rapports amicaux et sérieux, une démarche commune harmonieuse. L'Italie est un pays qui mérite beaucoup d'égards, ne serait-ce pour la qualité de son peuple, la richesse de sa culture, la diversité de ses dons. Les affinités qui nous rapprochent doivent maintenant être pleinement réalisées. Je chercherai pour ma part toutes les conditions d'entente. Bien sûr, il est normal que je défende les intérêts français, et dans l'affaire du vin, je l'ai fait. L'application stricte du Traité de Rome serait un bonne base de départ. Mais je souhaite qu'à l'avenir ce

genre de problèmes ne se pose plus. Je veux dire : j'aimerais que l'on trouve des solutions avant même que les problèmes se posent. A froid en somme. C'est ce qu'on a commencé de faire. Il n'existe, en fait, aucun grand contentieux entre la France et l'Italie. Une certaine ignorance réciproque, oui. J'ai l'intention en tout cas de me rendre d'ici peu à Rome avec plusieurs de mes ministres - je tire toujours grand profit de mes rencontres avec le président PERTINI - et de recevoir de nombreux visiteurs italiens, dont le premier sera cette semaine, le président du Conseil, M. SPADOLINI, attendu avec grand plaisir.\